

M^e Régis Boisvert

Membre du Conseil d'administration du Barreau du Québec

Présentation de Monsieur Michel Dorais, Ph. D.

Professeur titulaire

École de travail social et de criminologie

Université Laval

Notre troisième et dernier conférencier pour cette séance est monsieur Michel Dorais, professeur titulaire en intervention sociale à la Faculté des sciences sociales de l'Université Laval et sociologue de la sexualité. Il est détenteur d'un baccalauréat, d'une maîtrise et d'un doctorat en service social en plus d'avoir fait des études postdoctorales en sociologie et anthropologie à l'Université Lumière, Lyon 2. Le titre de sa conférence d'aujourd'hui est « La décriminalisation de l'homosexualité : une révolution sociologique. »

Monsieur Dorais enseigne notamment l'intervention psychosociale, la vulgarisation de la recherche et la diversité de la sexualité humaine. Il participe de plus à la création d'un programme en sexologie à l'Université Laval. Durant les années 1980, monsieur Dorais a été un pionnier dans l'aide psychosociale envers les jeunes prostitués, les garçons victimes d'agression sexuelle et les jeunes de la communauté LGBTQ+. Par la suite, il a travaillé à la prévention du VIH/sida et de la criminalité chez les jeunes.

Monsieur Dorais est un chercheur et un conférencier de grande renommée. Il a plusieurs projets de recherche en cours, notamment un pour le *Centre de recherche sur l'adaptation des jeunes et des familles à risque*. Notons également que monsieur Dorais et madame Chamberland sont des cochercheurs dans des projets, notamment *Digging beneath the surface: An Intersectional Investigation of The Diversity of Trans Youth Experience* et également dans *Savoirs sur l'inclusion et l'exclusion des personnes LGBTQ*.

Monsieur Dorais a offert de nombreuses conférences au sein de la francophonie et est

reconnu comme expert par de nombreux médias canadiens et européens. En plus d'être consultant à la scénarisation de films et de téléseries, il a été chroniqueur occasionnel pour *Le nouvel observateur*, *Le Plus* et également pour l'émission *Le Sportnographe*. Sa conférence *Explorateur de l'intime* a récemment été diffusée au canal Savoir. Il a rédigé une vingtaine d'ouvrages, dont le plus récent, *Nouvel éloge de la diversité sexuelle*, a été publié chez VLB éditeur en 2019.

**LA DÉCRIMINALISATION DE L'HOMOSEXUALITÉ :
UNE RÉVOLUTION SOCIOLOGIQUE**

Monsieur Michel Dorais
Professeur titulaire
École de travail social et de criminologie
Université Laval

Merci encore pour l'invitation, Monsieur Doyon, j'en ai été très honoré et je suis très heureux d'être ici ce matin pour participer à ce colloque. Vous l'aurez compris : je ne suis pas avocat, ayant plutôt une formation en travail social et en sociologie.

Je vais vous parler des retombées en recherche de cette évolution, voire de cette révolution - vous allez comprendre pourquoi - de ce qu'on a appelé depuis la décriminalisation de l'homosexualité. Pour ce faire, il faut se remettre dans le contexte sociologique et social de l'époque. C'est l'époque de la contestation de la guerre au Vietnam, du féminisme nouvelle vague, du *Flower Power*. Il y a alors, à l'échelle mondiale et très certainement en Amérique, un très grand mouvement de contestation, et cette loi arrive à ce moment par l'entremise d'un gouvernement qui est libéral dans tous les sens du terme, pourrait-on dire.

Si j'ai pensé vous parler des impacts et retombées, en quatre vagues successives, que cela a produit par la suite sur les études et les recherches sur la diversité sexuelle et de genre, c'est aussi parce que parfois on a été appelés, certains collègues et moi, comme experts dans des causes de discrimination, de harcèlement policier, etc. La recherche générée par les changements d'attitudes face à l'homosexualité puis de façon plus générale face à la diversité sexuelle et de genre a, à son tour, amené des compréhensions nouvelles.

À l'époque du Bill Omnibus, les études et les recherches LGBT+ n'existaient pas, à toutes fins pratiques. Il y avait bien eu, par exemple, une thèse de doctorat remarquée à l'Université McGill dans les années 1950 sur la culture homosexuelle montréalaise, mais on peut compter littéralement sur les doigts de la main les études et recherches sur de tels sujets avant 1970.

Il y avait plusieurs raisons à cela. La première était que les étudiants ne voyaient aucun avantage à s'intéresser à ces sujets, encore moins à se déclarer LGBTQ+, comme on dit maintenant, parce qu'ils étaient alors vus dans le meilleur cas comme des marginaux, dans le pire comme de possibles criminels ou des gens peu équilibrés. Quand j'étudiais au début des années 1970 à l'Université de Montréal en service social, il se disait, y compris par des professeurs, que si des étudiants ou étudiantes se révélaient être homosexuels ou lesbiennes, on devrait les mettre à la porte parce qu'on ne pourrait tolérer que des gens appelés à faire de la relation d'aide souffrent eux-mêmes de maladie mentale. Rappelons que l'homosexualité fut rayée de la liste des maladies mentales en décembre 1973, mais avant que cela se sache, il a fallu un certain temps (on n'avait pas le web à l'époque...). Soit dit en passant, la réunion annuelle de l'Association des psychiatres américains qui va *dépathologiser* l'homosexualité eut lieu à Montréal.

On pourrait identifier quatre vagues successives dans les études et recherches LGBT. Le savoir militant constitue la première vague, qui a débuté à partir des années 1970 pour se terminer en 1989, soit une période de presque 20 ans.

Dès le moment où vous n'êtes plus considérés comme des criminels potentiels pour la société, où vous n'êtes plus considérés comme de possibles malades mentaux à l'université, cela vous donne un peu plus de marge de manœuvre tant sur le plan intellectuel que sur le plan social et communautaire. C'est à ce moment-là, au début des années 1970, que de nombreuses associations LGBT vont être créées en milieu

universitaires. L'Université McGill sera la toute première avec Gay McGill, qui va bientôt devenir Gay Montréal, car il y a des étudiants et des étudiantes d'autres universités qui s'y rendent pour y faire leur apprentissage de la militance. Gay McGill et Gay Montréal vont avoir un gros impact, puisque de leurs militants et militantes vont notamment fonder la librairie l'*Androgyne*, pour ainsi dire le seul endroit à Montréal à l'époque où l'on pouvait trouver des ouvrages et des études sur les réalités LGBT. Au début, cette librairie était localisée dans un petit sous-sol de la rue Crescent. Elle permettait enfin de se documenter, de constater qu'il y a déjà des études et recherches naissantes, qui proviennent beaucoup, à cette époque, des États-Unis et de l'Angleterre, ce qui va donner le goût à des gens d'ici de collaborer éventuellement à ce mouvement d'idées.

Il faut dire que les réalités LGBT ne sont alors pas très visibles. Il ne faut pas oublier que la télévision et le cinéma sont, jusqu'en 1967, sous le code Hays aux États-Unis. Monsieur Hays était le censeur de l'homosexualité, et de toute « dépravation » semblable, comme on disait à l'époque. On n'avait pas le droit de montrer sous un jour positif les réalités de la diversité sexuelle et de genre. En fait, on pouvait montrer de l'homosexualité, du lesbianisme, ou encore de la bisexualité, mais cela se terminait toujours par un meurtre ou par des choses effrayantes. Bref, ces histoires finissaient toujours très mal...

Sur le plan de la connaissance, on partait vraiment de très loin. Il n'y avait vraiment pas grand-chose, *a fortiori* en langue française. Mais cela va se développer graduellement. Les cégeps vont graduellement, à partir des années 1970 au Québec, élargir le bassin des futurs chercheurs et chercheuses, l'université s'ouvrant à des populations nouvelles. Il y aura aussi et surtout l'adoption des premières chartes de droits. L'orientation sexuelle devait être présente dans la première charte québécoise présentée par le gouvernement libéral, en 1975, mais cette disposition fut enlevée de la version votée. C'est le Parti québécois qui, finalement, amendera la Charte en 1977 pour y ajouter l'orientation sexuelle, dans les circonstances que j'expliquerai plus loin. Ultérieurement, il y aura un

élargissement concernant l'expression de genre et d'autres caractéristiques qui avaient initialement été, consciemment ou non, mises de côté.

Je tiens ici à rendre hommage à la personne qui pilotait ce dossier de l'amendement de la première Charte (et qui avait aussi milité pour que la première version contienne cet élément). Il s'agit de Roger Bellemare, un étudiant en droit de l'Université de Montréal, qui avait aussi milité à McGill et qui fut, hélas, prématurément emporté par l'épidémie alors que le VIH faisait ses pires ravages. Il faudrait éventuellement créer un prix à son nom parce qu'il a formé beaucoup de militants de l'époque et qu'il a été très actif auprès des élus pour les sensibiliser à l'importance des droits des minorités sexuelles. En fait, les textes qui étaient lus en Chambre par des ministres et des députés, c'est souvent lui qui les écrivait parce qu'il était extrêmement bien documenté, et aussi très convaincant. Et Dieu sait qu'il en fallait de la documentation pour justifier des acquis qui paraissent aujourd'hui aller de soi mais qui paraissaient très novateurs à l'époque.

Petit à petit, on va voir apparaître des auteurs qui vont écrire sur le sujet de l'homosexualité puis de la diversité sexuelle au Québec. Jean LeDerff, un militant venu de France, le psychologue Alain Bouchard, Jean Basile, journaliste au *Devoir* dans les années 1970, qui va publier *Sortir*, ouvrage collectif qui fait, à l'époque, un peu le tour d'horizon de la question gaie ici. On commence à voir des textes, on commence à voir des gens qui acceptent d'apposer leurs noms en dessous de textes pionniers. Il y a un nouveau paradigme qui émerge soudainement. On ne parle plus de l'homosexualité comme un crime, ou comme une maladie mentale, mais comme une réalité positive. Cela est tout à fait nouveau. Je me souviens qu'on m'avait demandé de changer le titre de l'un de mes premiers textes parce que c'était trop positif. On m'avait alors dit que ce titre pourrait choquer...

À la même époque, toujours dans les années 1970, il y a un autre organisme qui va jouer un grand rôle dans le développement d'études et de recherches LGBT. Il s'agit du Centre de services sociaux Ville-Marie, où une travailleuse sociale, Myriam Boghen va

développer des services pour les personnes LGBT, beaucoup vivant dans la haine de soi produite par l'homophobie ambiante et dans un ostracisme familial ou social pouvant mener à des idées dépressives, voire suicidaires. On est en 1973 et on n'est encore pas loin de la criminalisation et de la maladie mentale quand on parle d'homosexualité ou de lesbianisme... Madame Boghen, dont la famille avait beaucoup souffert d'antisémitisme durant la Seconde Guerre mondiale, est une grande alliée des personnes marginalisées ou ostracisées. Elle met donc sur pied un service montréalais de soutien psychosocial pour les personnes LGBT qui connaîtra beaucoup de succès. J'ai eu la chance de faire un stage à cet endroit, où j'ai beaucoup appris; plusieurs personnes qui y apprendront leur métier poursuivront par la suite, plus déterminées que jamais, leur travail comme intervenants, ou comme chercheurs. Ce fut vraiment un incubateur, pour des personnes de langue anglaise dans un premier temps, avant de devenir bilingue, assez rapidement. Et de servir de modèle pour d'autres services publics ou communautaires.

Permettez-moi de revenir un peu aux groupes universitaires parce que, même si les premiers groupes proviennent de ce milieu, des militants et militantes qui en proviennent vont créer les premiers groupes communautaires et de défense de droits viables qui seront extérieurs aux universités. L'ADGQ, le premier organisme communautaire qui aura une certaine durée est fondée presque exclusivement par des gens qui sont de l'Université de Montréal, de l'UQÀM et de McGill. Ce premier organisme sera très revendicateur et organisera les premières manifestations pour les droits LGBT, en particulier contre le harcèlement et la violence policière.

À l'automne 1976, un bar gai montréalais, le TRUXX, est déclaré *maison de débauche* et tous les clients qui s'y trouvent, près de 200 personnes, arrêtés et accusés en conséquence. La grosse manifestation qui s'ensuit à Montréal attirera deux mille personnes ; le Journal de Montréal en fera la manchette « Émeute homosexuelle au centre-ville de Montréal ». En vérité, il y avait à peu près deux cents à trois cents manifestants, mais comme au moins deux mille personnes regardaient la manifestation et

l'encourageaient, on a cru que tout ce beau monde manifestait activement... Ce fut un tournant, assurément, puisque le fameux amendement apporté en 1977 à la *Charte québécoise des droits et libertés* sur l'orientation sexuelle en résultera : émus par les conséquences de ces arrestations aussi musclées qu'apparemment arbitraires – il y eut des pertes d'emplois, voire des suicides, dit-on, la liste des personnes arrêtées étant publique – des élus et ministres décidèrent qu'il était grand temps d'ajouter l'orientation sexuelle à la liste des motifs interdits de discrimination.

Bien qu'elle ait formé sans trop le savoir des militants et militantes, l'université a tardé à voir ou à croire qu'il s'agit d'un champ d'études et de recherches légitime et prometteur. Or, à la suite de l'immense tragédie que fut l'épidémie du sida, des subventions de recherche deviendront disponibles, surtout à partir de la décennie 1990. On veut mieux connaître les populations méconnues qui sont parmi les plus touchées. La connaissance sur la diversité sexuelle, à laquelle s'ajoutera la diversité de genres, se développe ainsi sous l'impulsion de personnes pionnières comme Viviane Namaste, de Concordia, par exemple, qui va s'intéresser aux réalités trans et au VIH, ou comme Johanne Otis et son équipe, à l'UQAM, qui étudieront la situation des hommes gays ou bisexuels. La connaissance des populations et réalités LGBT se développe enfin davantage grâce aux subventions d'organismes de recherche et de ministères. L'épidémie dévastatrice du sida produit cette retombée : on veut mieux comprendre pour mieux agir et prévenir. On réalise soudainement qu'on ne connaît rien sur ces populations, alors on finance volontiers des recherches sur elles. Et en 1989, grâce à la création du *Centre québécois de coordination sur le sida*, des formations continues vont être développées pour pallier le manque de formation des professionnel.le.s de la santé et des services sociaux non seulement face au VIH mais aussi face aux populations les plus touchées, qui souffrent non seulement de l'épidémie mais aussi de préjugés et de discriminations. Ces formations sont à ce jour parmi les plus données au Québec dans ce réseau. Presque trente mille personnes ont suivi des formations sur la diversité sexuelle et de genre depuis les années 1990.

Au cours de ces années 1990, les universités francophones s'ouvrent enfin à la question de la diversité sexuelle et de genre. Il y a, tout d'abord, la fondation, au début des années 1990, à l'UQÀM, du GIREF, qui va commencer à donner des cours hors département, donc assez accessibles. Puis, peu à peu, les universités McGill, du Québec à Montréal et un peu plus tard Laval comprennent qu'il y a là un champ à développer. Toutefois, ce n'est qu'au tournant des années 2000 que cet intérêt se précise (sous la pression des étudiants et des étudiantes et des profs les plus militants, cela dit).

En 2009, le gouvernement du Québec présente une première politique de lutte contre l'homophobie, réalisation pour le moins extraordinaire puisque le Québec devient l'un des rares endroits au monde où un gouvernement décide que tous les aspects de la vie sociale peuvent hélas être affectés par l'homophobie ou la transphobie et qu'il faut s'en occuper. Cela marque un tournant. On a d'abord eu un savoir qui était un contre-discours, un savoir militant donc, ensuite un savoir universitaire et académique. À partir des années 2010, en une troisième vague, on voit l'émergence d'un savoir à la fois expert et militant. La raison en est que les organismes de recherche précisent désormais qu'ils veulent toujours mieux comprendre et connaître les communautés LGBT tout en exigeant des chercheurs et chercheuses qu'il sera désormais impossible d'obtenir des subventions si on ne travaille pas en concertation avec les communautés concernées.

En 2011, il y aura au Québec présentation d'un plan détaillé de lutte contre l'homophobie, ce qui permettra la création de la *Chaire de recherche sur l'homophobie*. Je voudrais ici rendre hommage à ma collègue Line Chamberland. Grâce à son dynamisme et à celle de son équipe, la Chaire joue un rôle phare dans la recherche LGBT non seulement au Québec mais au Canada, voire par-delà. Cette équipe a réussi à mettre sur la sellette ce type d'études et recherches, et aussi à légitimer dans un département de sexologie des discours critiques qui n'y étaient pas toujours bienvenus auparavant.

On peut dorénavant affirmer qu'une recherche LGBT à la fois rigoureuse et socialement engagée se développe. Au début, il y a quarante ans, tous ceux et celles qui travaillaient

sur la question LGBT dans la francophonie se connaissaient. Maintenant, celles et ceux qui travaillent au Québec seulement sur des thèmes LGBT aux études avancées, maîtrise et doctorat, ou en recherche, se comptent par centaines. À l'Université Laval, en sciences sociales, c'est là un des sujets qui intéresse le plus les étudiants et étudiantes. Ce n'est pas rien, cette évolution en si peu de temps.

Lorsque j'ai donné, pour la première fois, mon cours sur la diversité à l'Université Laval, j'avais des étudiants, surtout des gars, qui venaient me voir en disant « j'aimerais ça suivre le cours, mais je ne le suis pas parce que si c'est dans mon relevé de notes, ça va me nuire professionnellement que je m'intéresse à la diversité sexuelle... » Je leur répondais : « Regardez : pensez-vous que ça me nuit, moi, de donner ce cours-là ? Je ne suis pas sûr que ça va me nuire, pas plus qu'à vous d'ailleurs... » Aujourd'hui de telles appréhensions semblent bien lointaines. Car maintenant c'est vu comme un plus ce type d'intérêt chez des personnes qui font ou feront de l'intervention sociale ou de la recherche.

Permettez-moi, à ce point de ma conférence, de vous parler, justement, de cette relève qui s'en vient, surtout que je reconnais dans cette salle des personnes qui en font partie. On leur dit maintenant : « Oui, il faut connaître ces réalités-là et vous faites bien de vous y intéresser ». Il est très important pour les universitaires de travailler avec des groupes communautaires qui nous parlent de leur réalité et qui s'attendent à ce que la recherche leur soit utile concrètement. La recherche engagée permet de relier les chercheurs ou chercheuses et les gens du communautaire afin de mieux comprendre pour mieux aider ou contribuer à faire évoluer la société.

Enfin, la quatrième vague et dernière vague dont je voudrais parler, ce serait celle du savoir réflexif. Je pense qu'après quarante ou quarante-cinq ans de développement d'un savoir militant, d'un savoir expert, puis de la rencontre des deux, on peut dorénavant commencer à avoir un regard critique sur ce champ d'études, qui concerne beaucoup de monde. On a notamment l'acronyme LGBTQIP2SAA, qui agrandit le parapluie que

recouvre la diversité sexuelle et de genre. On constate qu'il y a beaucoup de minorités dans la minorité LGBT+. Toutes les études sociologiques récentes montrent que les jeunes ont plus tendance à s'identifier LGBT+ que les générations précédentes. Ce n'est probablement pas parce qu'il y a plus d'homosexualité ou de bisexualité ou de transidentité, par exemple. Cela s'explique probablement parce que les jeunes sont plus à l'affût des mots exacts, des bons mots pour nommer ce qu'ils vivent, ce qu'elles vivent. De plus, avec l'Internet il y a possibilité de voir qu'on n'est pas tout seul. Je me souviens que lorsque j'ai commencé à travailler à la DPJ, à Montréal, en 1980, il y avait des jeunes qui nous disaient « Je suis tout seul à vivre ça dans mon école secondaire. » Des jeunes venaient de la campagne nous consulter parce qu'ils n'osaient pas consulter quelqu'un de leur milieu. « Je suis tout seul dans mon village ou dans ma ville... »

Maintenant, avec Internet, vous savez que vous n'êtes plus tout seul, vous savez qu'il y a des communautés virtuelles, des personnes trans, par exemple, se retrouvent dans tous les milieux et régions. Je viens justement de terminer une recherche portant notamment sur le vécu de personnes trans. Elles vivent parfois un grand isolement. Les personnes trans ou non binaires en région, c'est parfois difficile. Ma recherche portait sur les agressions sexuelles. Si vous êtes LGBT à Montréal ou à Québec et que vous êtes victime d'agression sexuelle, vous allez avoir des services. En région, il se peut qu'on vous dise « on est désolé, mais on n'a aucune idée quoi faire parce qu'on n'a rien pour les garçons, rien pour les personnes trans, non plus, une fois sur deux ». Alors, on va dire « bien, écoutez, on y pense, mais on ne sait pas trop. Vous êtes trans, on n'a pas pensé à ça, mais on va y penser. Rappelez-nous dans un an... » Pourtant, la personne a besoin d'être aidée ; elle est en stress post-traumatique ! Si je subis un traumatisme crânien suite à un accident en sortant d'ici, on ne me demandera pas mon sexe, mon genre ou mon orientation sexuelle avant de m'admettre à l'hôpital. On va me soigner. Cela devrait être la même chose pour tout autre type de traumatismes. Il y a encore des formes subtiles de discrimination. On travaille sur cette problématique et il y a de l'espoir, mais c'est parfois désespérant de voir comment il faut encore lutter pour faire avancer les choses...

La relève en études et recherches LGBT+ est fort prometteuse, je l'ai souligné, mais elle nous donne un grand défi. Elle renouvelle notre vocabulaire et nos concepts même sur la diversité sexuelle et de genre, notamment en sortant complètement du modèle binaire, en étant créative sur le fond et la forme. Moi-même, j'apprends encore et toujours. J'ai publié un livre dans lequel je pense avoir fait deux cents versions du vocabulaire LGBT+, conseillé en cela par mes meilleurs étudiants, étudiantes et jeunes collègues. Cette relève, ce sera celle qui écrira et décrira les réalités LGBT+ au cours des quarante-cinq ou cinquante prochaines années. Il y a des gens en droit, il y en a en sciences sociales, de diverses provenances en fait, et le défi sera non seulement de tabler sur ce qui a été fait mais d'aller maintenant au-delà, présageant les révolutions de demain.

Merci de votre attention.